

# Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia  
November 28-29, 1985

# Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse  
les 28 et 29 novembre  
1985

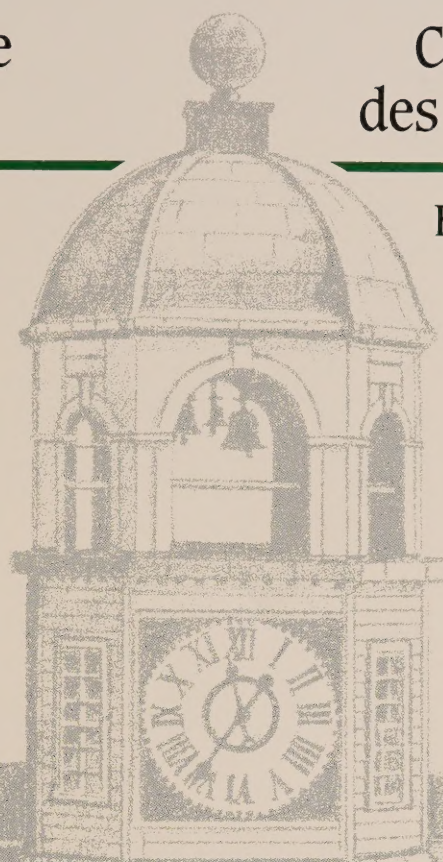
300-21/015

CA1

Z2

-C52

3 1761 11895505 3



**Fisheries  
in Canada:**  
*Challenges and Opportunities*

**Les pêches  
au Canada:**  
*défis et perspectives*







---

## Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia  
November 28-29, 1985

## Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse  
les 28 et 29 novembre 1985

---

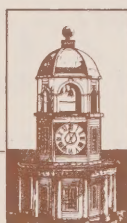
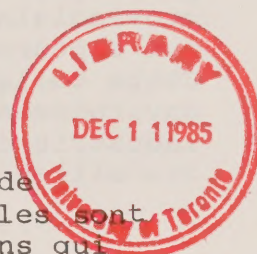
### L'INDUSTRIE DES PÊCHES CANADIENNES

Les pêches sont le gagne-pain de centaines de collectivités de la côte est et de la côte ouest. Elles sont également importantes pour de nombreuses agglomérations qui bordent les lacs et rivières du pays.

Les pêcheries canadiennes sont parmi les plus riches du monde. Le Canada est également le premier exportateur au monde de produits de la pêche. Cependant, afin que les retombées économiques continuent de s'accroître, certains ajustements sont nécessaires. Sur la côte atlantique, l'industrie doit améliorer sa compétitivité, tant sur le plan de la qualité qu'au niveau des coûts; elle doit également être plus sensible aux besoins du marché. Sur la côte du Pacifique, la poursuite de la mise en valeur des salmonidés et une réduction de la flotte de pêches permettraient d'accroître la rentabilité du secteur.

Ces ajustements représentent un défi, mais ils auront des répercussions tangibles. L'amélioration de la qualité et de l'uniformité des produits exportés, par exemple, permettrait à l'industrie d'avoir accès à des marchés où les prix sont plus élevés et d'accroître sa rentabilité.

Les stratégies de gestion des ressources doivent être adaptées à la grande diversité écologique et économique des pêcheries canadiennes. Chaque secteur présente des défis et des possibilités particuliers, que ce soit au chapitre de la ressource, de la technologie employée pour la récolte, de la répartition et du fonctionnement des usines de transformation, de la structure du marché ou de la demande des consommateurs. La gestion des pêcheries dépend aussi de



facteurs additionnels tels que la concurrence pour l'exploitation de la ressource, et des considérations sociales et communautaires complexes.

Si nous voulons que le Canada exploite pleinement ces ressources aussi riches que variées que sont les pêcheries, la collaboration des administrations fédérale et provinciales sera nécessaire, de même que celle de tous ceux qui capturent, transforment et commercialisent le poisson. Cette collaboration est indispensable à l'instauration d'un environnement permettant aux Canadiens de profiter d'une industrie de la pêche saine et prospère qui procure aux travailleurs des emplois sûrs et une rémunération stable.



FEUILLET D'INFORMATION SUR LES PÊCHES EN 1984

ARRIVAGES

| <u>Atlantique</u>   | <u>Valeur</u><br>(millions) |
|---|-----------------------------|
| ° Poisson de fond: 717 900 tonnes                             | 260                         |
| Principales espèces: morue, poissons plats, sébaste, aiglefin |                             |
| ° Mollusques et crustacés: 125 710 tonnes                     | 276                         |
| Principales espèces: homard, pétoncles, crabe                 |                             |
| ° Autres: 190 250 tonnes                                      | 41                          |
| Principales espèces: hareng, capelan                          |                             |
| <u>Pacifique</u>  |                             |
| ° Poisson de fond: 64 500 tonnes                              | 33                          |
| Principales espèces: sébaste, flétan                          |                             |
| ° Mollusques et crustacés: 12 755 tonnes                      | 16                          |
| Principales espèces: palourdes, crabe, crevettes              |                             |
| ° Autres: 88 695 tonnes                                       | 186                         |
| Principales espèces: saumon, hareng                           |                             |
| <u>Eaux intérieures</u>                                       |                             |
| ° Tous les poissons: 46 400 tonnes                            | 48                          |
| Principales espèces: corégone, doré, brochet                  |                             |
| <u>Total des arrivages</u>                                    | <u>860.\$</u>               |

PRODUCTION

|                    |         |                 |
|--------------------|---------|-----------------|
| ° Atlantique       | 484 500 | 1 300           |
| ° Pacifique        | 120 000 | 500             |
| ° Eaux intérieures | 35 000  | 100             |
|                    |         | <u>1 900 \$</u> |

COMMERCE INTERNATIONAL

- ° Exportations: 511 024 tonnes évaluées à 1 600 M\$
- ° Variation par rapport à 1983: +3% (volume)
- ° Principaux marchés: É.-U. (59%) CEE (13%) Japon (10%) Europe (8%), Autres (10%)
- ° Importations: 134 853 tonnes évaluées à 490 M\$
- ° Variation par rapport à 1983: +13%
- ° Source principale: É.-U. (60%)

# EMPLOI

- Nombre d'établissements de transformation, d'employés et de pêcheurs professionnels à plein temps ou à temps partiel, par province.

|                           | Nombre<br>d'établissements <sup>1</sup> | Nombre<br>d'employés <sup>2</sup> | Nombre<br>de pêcheurs <sup>3</sup> |
|---------------------------|---|-----------------------------------|------------------------------------|
| Terre-Neuve               | 104                                     | 7,900                             | 27,618                             |
| Nouvelle-Écosse           | 92                                      | 5,800                             | 13,253                             |
| Nouveau-Brunswick         | 71                                      | 4,100                             | 6,672                              |
| Ile-du-Prince-Édouard     | 18                                      | xx                                | 3,402                              |
| Québec                    | 40                                      | 1,000                             | 8,207                              |
| Ontario                   | 13                                      | xx                                | 1,981                              |
| Manitoba                  | 2                                       | xx                                |                                    |
| Saskatchewan              | 1                                       | xx                                | 5,392                              |
| Alberta                   | -                                       | xx                                |                                    |
| Territoires du Nord-Ouest | 2                                       | xx                                |                                    |
| Colombie-Britannique      | <u>49</u>                               | <u>2,900</u>                      | <u>16,770</u>                      |
| Total                     | 394                                     | 23,600                            | 82,295                             |

<sup>1</sup> Statistique Canada, Industrie des produits de la pêche, n° 32-216 au Catalogue

<sup>2</sup> Basé sur Emploi, Gains et heures de travail, publication n° 72-002 de Statistique Canada

<sup>3</sup> Préliminaires

xx Compris dans le total





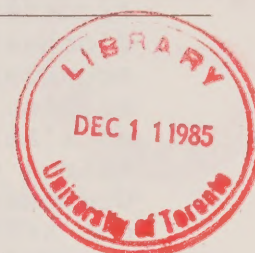
## Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia  
November 28-29, 1985

## Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse  
les 28 et 29 novembre 1985

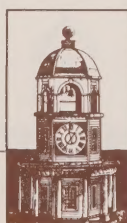
### LA SOUVERAINETÉ OCÉANIQUE DU CANADA



Le Canada est limité par trois océans et a une côte plus longue que celle de tout autre pays au monde. En 1977, il a établi une zone de pêche de 200 milles, portant ainsi le secteur maritime sur lequel il exerce sa souveraineté au tiers de sa masse terrestre. C'est sur les océans que se posent, pour le Canada, les plus grands défis à l'établissement et au maintien de sa souveraineté.

La souveraineté du Canada dans la zone de pêche de 200 milles a été acceptée par toutes les grandes nations étrangères et établie sans l'ombre d'un doute en droit international. Toutefois, il est et continuera d'être essentiel pour le Canada de s'occuper de surveillance et d'appliquer la loi afin de protéger les pêcheries et autres ressources océaniques et de faire valoir ses droits souverains.

La capacité du ministère des Pêches et Océans en matière de surveillance et d'application de la loi répond à ce besoin. Le Ministère intervient lorsque les autres pays ne respectent pas les mesures de conservation prises à l'égard des stocks de poissons qui traversent la limite de 200 milles; lorsque des navires étrangers pénètrent dans notre zone et y pêchent illégalement; et dans les secteurs dont les limites sont contestées. En 1984, les navires de patrouilles du Ministère ont effectué 488 inspections de navires de pêche étrangers dans les eaux côtières de



l'Atlantique. Ils ont pu découvrir ainsi 40 violations de pêcheries dans la zone de pêche de 200 milles du Canada et 19 dans les eaux outrepassant la compétence du Canada.

Les demandes de certaines nations qui veulent obtenir des allocations accrues de stocks traversant les frontières dans le nord-ouest de l'Atlantique, risquent d'occasionner des violations supplémentaires des droits souverains du Canada sur les ressources dans sa zone de 200 milles. À la récente réunion de l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest (OPANO), organisme international chargé de régler les litiges relatifs aux pêcheries, la Communauté économique européenne, l'Espagne et le Portugal ont affirmé qu'ils ne seraient pas liés par les mesures de conservation et d'application de la loi prises par l'OPANO à l'égard des stocks qui traversent les frontières. Dans les circonstances, il est raisonnable de s'attendre à une augmentation de la surexploitation du poisson dans les secteurs de l'OPANO et à des incursions dans les eaux canadiennes aux fins de pêche illégale.

Le Canada a l'intention de maintenir une position ferme à l'égard de la conservation des stocks traversant la zone de 200 milles. Nous prendrons les mesures nécessaires sur le plan unilatéral, bilatéral et multilatéral pour protéger ces ressources qui sont essentielles à l'économie de l'Atlantique. Le Canada a à la fois la capacité et l'intention de repérer et d'arraisonner les navires étrangers pêchant, sans permis canadien, dans ses eaux.

Le Canada maintient sa souveraineté sur les océans non seulement par ses activités en matière de surveillance et d'application de la loi, mais également en développant des connaissances scientifiques étendues dans ce domaine. La recherche scientifique est essentielle à l'établissement de notre souveraineté, surtout lorsque le jugement d'une tierce partie doit être obtenu. Par exemple, pendant les audiences tenues en 1984 devant la Cour internationale de justice concernant le Golfe du Maine, la recherche océanographique, hydrographique et maritime a fourni des preuves critiques montrant que le Canada avait continuellement occupé le territoire en question.



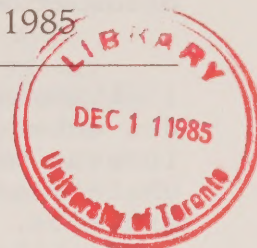


## Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia  
November 28-29, 1985

## Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse  
les 28 et 29 novembre 1985



### LA PÊCHE SPORTIVE

Selon une enquête effectuée en 1980, 5 millions de Canadiens de tous les âges, soit un sur cinq, sont des adeptes de la pêche sportive. Le Canada accueille aussi chaque année un million de pêcheurs étrangers. Ces 6 millions d'amateurs prennent et consomment plus de 45,000 tonnes de poisson, soit 8 pour cent des prises canadiennes de poisson, y compris celles provenant des pêches commerciales.

Le Canada attire plus de pêcheurs sportifs étrangers que tout autre pays au monde. Ces derniers, ainsi que les pêcheurs locaux, dépensent des sommes importantes pour se consacrer à leur sport favori.

Les eaux au large de la côte atlantique offrent d'immenses possibilités aux pêcheurs sportifs. Le saumon et le fameux thon rouge sont particulièrement à l'honneur, mais le maquereau, le merlan et la morue ne sont pas oubliés.

Sur la côte du Pacifique, les pêcheurs recherchent surtout le saumon chinook, le coho, le saumon rose et la truite de mer. Ils ne dédaignent pas le flétan et diverses autres espèces.

Malgré l'importance de la pêche en mer, plus de 90 pour cent de la pêche sportive se pratique en eau douce. Cela n'est pas surprenant, le Canada bénéficiant de près du quart des cours d'eau douce de la planète, qui se retrouvent souvent à proximité des grandes agglomérations du pays.

Une cinquantaine d'espèces d'eau douce intéressent les pêcheurs sportifs. Ils recherchent surtout la truite, le doré, le brochet, l'achigan, l'éperlan et la perche.



Toutes ces activités de pêche considérées dans leur ensemble constituent une importante source d'activité économique. Selon une enquête effectuée en 1980 sur la pêche sportive, les amateurs dépensent 1,7 milliard de dollars en biens et en services directement reliés à la pêche sportive.

De ce total, 1 milliard de dollars va à l'alimentation, au logement, au transport, au fonctionnement des embarcations et aux attirails de pêche. Les pêcheurs ont investi 650 millions de dollars en embarcations, moteurs et chalets achetés principalement pour pratiquer leur activité préférée. Le million de pêcheurs étrangers que le Canada a accueillis, ont dépensé environ 300 millions de dollars, soit neuf pour cent des devises étrangères qui sont entrées au pays par le biais d'activités touristiques.

Une ventilation de ces dépenses par province indique que l'Ontario vient bonne première, avec 709 millions de dollars en 1980, soit près de la moitié du total canadien. Vient ensuite la Colombie-Britannique, avec 408 millions de dollars, suivi du Québec, avec 236 millions de dollars.

Dans les eaux sans marée, c'est au propriétaire des cours d'eau qu'appartient le droit de décider qui peut y pêcher et à quelles conditions. Ce sont donc les provinces qui émettent les permis aux pêcheurs sur leur territoire. Par ailleurs, le gouvernement conserve la responsabilité de la gestion, de la conservation et de la surveillance des pêcheries.

À Terre-Neuve, dans les trois provinces maritimes et dans les deux territoires, les pêcheries sont administrées par le ministère fédéral des Pêches et Océans. Dans le reste du Canada, l'administration des lois fédérales a été déléguée en tout ou en partie aux provinces. Dans ces dernières, les règlements, bien que promulgués par le gouvernement fédéral, s'appuient sur les recommandations des autorités provinciales.

Les administrations fédérale et provinciales gèrent également une grande variété de programmes conjoints ou distincts visant à protéger ou à régénérer les pêcheries sportives et à multiplier les avantages sociaux et économiques qui en découlent.



Notons quelques exemples de programmes fédéraux ou conjoints dans ce domaine. Ainsi, l'Enquête sur la pêche sportive au Canada est menée conjointement par le ministère des Pêches et Océans et les provinces. Des sondages ont eu lieu en 1975 et 1980. Un troisième est en cours qui portera pour la première fois sur toutes les provinces et les deux territoires. Mentionnons également le Programme de mise en valeur des salmonidés, mis en oeuvre en collaboration avec la Colombie-Britannique. Le ministère des Pêches et Océans procède également à des travaux de recherche biologique sur plusieurs espèces sportives, dont le saumon, la truite et l'omble chevalier.







---

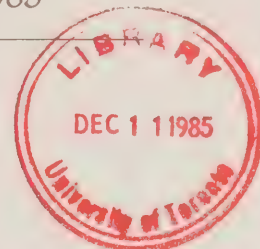
Annual Conference  
of First Ministers

Halifax, Nova Scotia  
November 28-29, 1985

Conférence annuelle  
des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse  
les 28 et 29 novembre 1985

---



L'AQUACULTURE AU CANADA

"L'aquaculture" est l'élevage et la récolte de poissons osseux, de crustacés et de plantes aquatiques. Dans plusieurs pays, l'appauvrissement des stocks de poissons océaniques, les limites imposées aux ressources traditionnelles de pêche par suite de la surexploitation et l'effet de la pollution sur les habitats naturels du poisson et des crustacés ont encouragé une croissance rapide de la production par l'aquaculture.

Par comparaison, la croissance de l'aquaculture au Canada a été plus lente. Cette technique s'établit, toutefois, dans toutes les régions, notamment dans le cas du saumon, de la truite et des huîtres en Colombie-Britannique, de la truite dans les Prairies, en Ontario et au Québec, du homard au Québec, et du saumon, des moules et des huîtres sur la côte de l'Atlantique.

Depuis quelques années, l'aquaculture suscite un intérêt accru au Canada à cause de facteurs comme:

- le succès manifeste de l'aquaculture dans bien d'autres pays;
- une demande forte et croissante sur les marchés intérieurs et étrangers du Canada pour un approvisionnement garanti de poissons et de fruits de mer frais et de grande qualité;



- la possibilité de remplacer, par des produits de l'aquaculture canadienne, les importations semblables (p.e. le saumon norvégien et la truite de l'Idaho);
- les emplois et les revenus que crée l'aquaculture, surtout dans les petites collectivités côtières, ainsi que dans un certain nombre de collectivités intérieures;
- les faits nouveaux en matière de recherche et de développement, de santé du poisson et d'approvisionnement en aliments qui prouvent la viabilité de l'aquaculture de certaines espèces;
- l'intérêt croissant porté à la pêche sportive commerciale de poissons d'eau douce produits par des techniques d'aquaculture près des centres métropolitains.

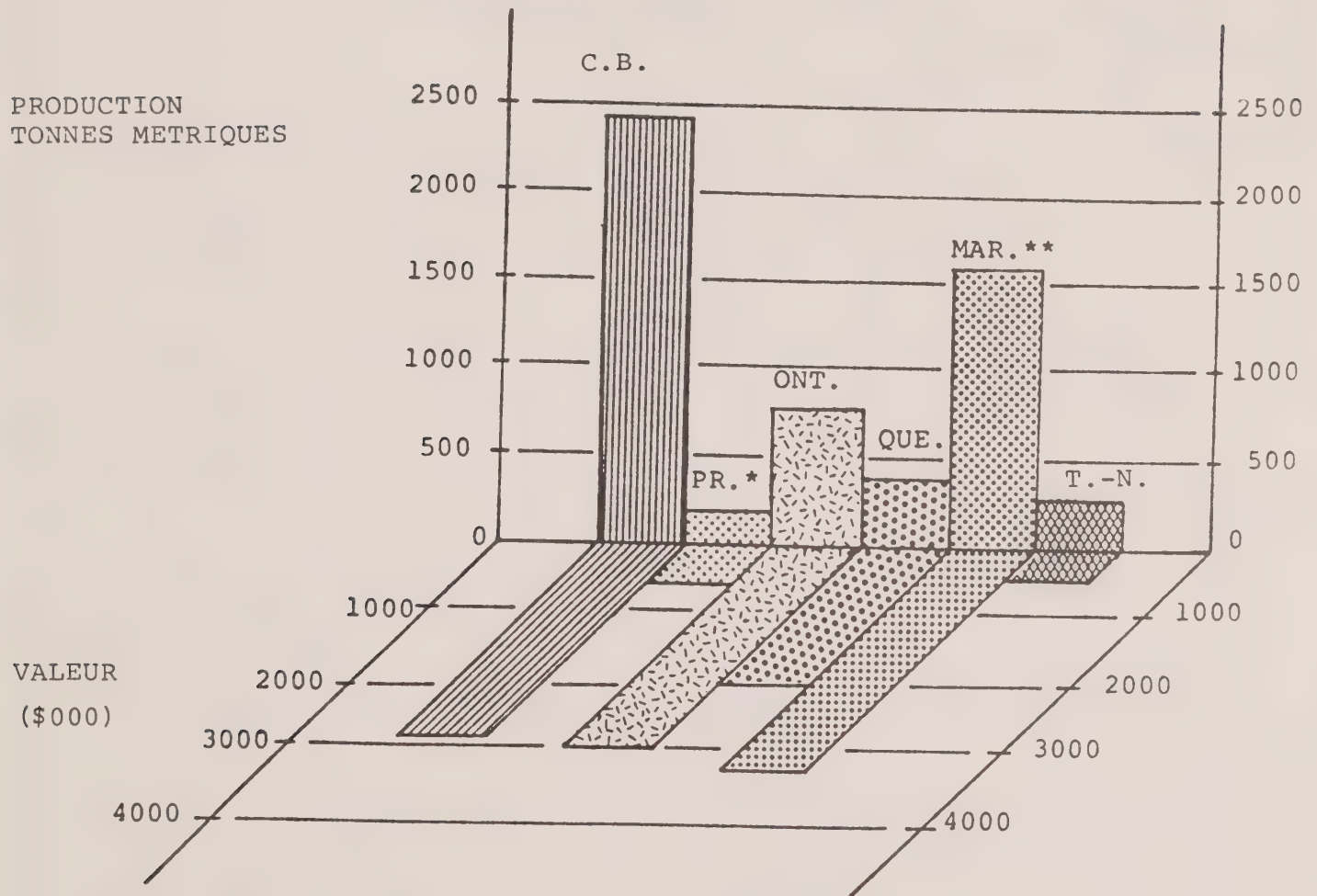
Il y a actuellement environ 1,000 entreprises commerciales d'aquaculture détenant des permis au Canada et environ 4,000 éleveurs privés de poissons destinés à la pêche sportive, surtout dans les provinces des Prairies. Le tableau 1 donne la ventilation par région de la production des entreprises commerciales d'aquaculture en 1983. Comme le montre le tableau, les trois provinces maritimes ont fourni environ 30% de la valeur du poisson produit. Elles sont suivies de l'Ontario et de la Colombie-Britannique qui en ont chacune fourni environ 24%. Le tableau 2 indique la petite portion de la production totale du secteur des pêches qui provenait des entreprises d'aquaculture en 1983. En 1984, plus de 6,000 tonnes de poissons, ayant une valeur approximative de 15 millions de dollars, ont été produites par les entreprises d'aquaculture.

A l'heure actuelle, le ministère des Pêches et Océans discute avec toutes les provinces de propositions visant à favoriser davantage le développement de l'industrie de l'aquaculture.



FIGURE 1

AQUACULTURE - PRODUCTION ET VALEUR (1983)



Pr. représente les provinces des prairies; le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta

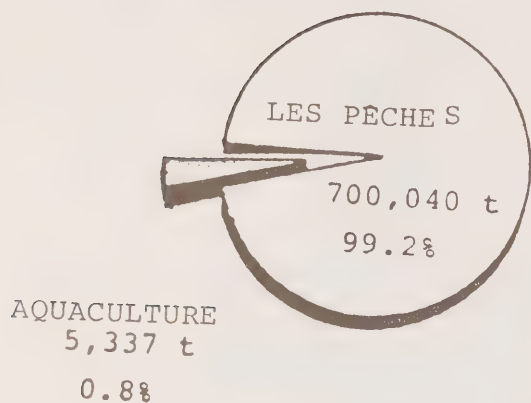
Mar. représente les provinces maritimes; la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick et l'Ile-du-Prince-Edouard

FIGURE 2

COMPARAISON ENTRE L'AQUACULTURE AU CANADA  
ET LA PRODUCTION TOTALE DES PECHES CANADIENNES (1983)

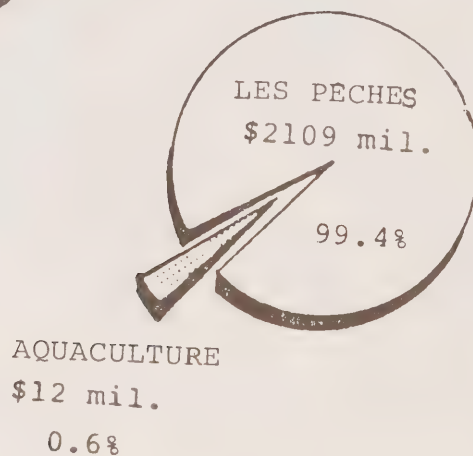
PRODUCTION

- poids du produit
- toutes les espèces



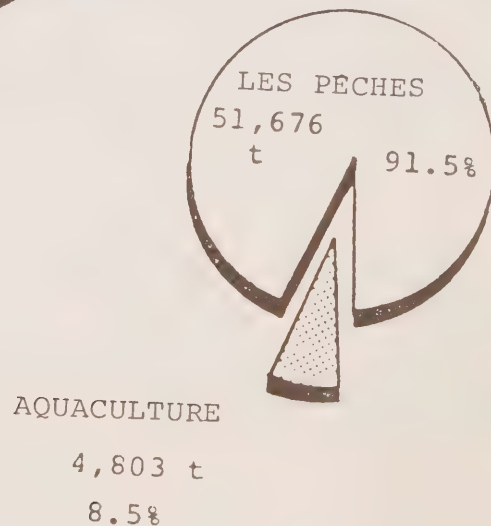
VALEUR

- production
- toutes les espèces



CONSOMMATION

- toutes les espèces
- production domestique
- poids du produit







---

Annual Conference  
of First Ministers

Halifax, Nova Scotia  
November 28-29, 1985

Conférence annuelle  
des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse  
les 28 et 29 novembre 1985

---

L'INSTABILITÉ DES REVENUS DES PÊCHEURS



Quelle que soit l'industrie, l'instabilité des revenus rend difficile la planification financière et la planification des investissements. Dans le domaine des pêches, ce problème survient souvent en raison des fluctuations naturelles de la disponibilité des ressources. Les volumes de poisson qu'il est possible de capturer dépendent de la taille et du comportement des stocks.

Le ministère des Pêches et Océans gère les stocks en imposant des limites de capture et des restrictions à l'utilisation des divers engins de pêche. Mais ces mesures ne garantissent toutefois pas aux pêcheurs un approvisionnement annuel stable de poissons sur les lieux de pêche traditionnels, étant donné que les habitudes de migration ne peuvent être contrôlées.

Le programme d'assurance-chômage destiné aux pêcheurs tient lieu de filet de sécurité pour ces personnes qui, sans lui, pourraient voir leurs revenus sérieusement touchés par des facteurs contre lesquels ils ne peuvent rien. Toutefois, parce que les possibilités de revenus tirés de la pêche varient souvent beaucoup d'une année à l'autre, le programme d'assurance-chômage peut à l'occasion ne pas répondre comme il se doit à leurs besoins.

Malgré les dépenses importantes et croissantes du gouvernement fédéral au titre de l'assurance-chômage des pêcheurs, il arrive parfois que le programme n'atteigne pas ceux qui ont le plus grand besoin d'aide.

Des problèmes particuliers se posent lorsque les saisons sont plus courtes que les six semaines de pêche requises pour qu'un pêcheur soit admissible au programme d'assurance saisonnière des pêcheurs qui s'applique à environ



90 pour cent des demandeurs. Les saisons peuvent être raccourcies par des facteurs qui sont indépendants de la volonté des pêcheurs comme le temps ou l'état des glaces ou parce qu'il n'y a simplement pas de poisson. Ce problème est fréquent sur les deux côtes. Lorsqu'il survient, on demande au gouvernement d'étendre la saison de pêche au delà des limites de conservation, ce qui met la ressource en danger.

Au cours des dernières années, le Groupe d'étude des pêches de l'Atlantique et la Commission royale d'enquête sur l'union économique et les perspectives de développement au Canada ont fait des observations sur le programme d'assurance-chômage des pêcheurs. Ils ont tous deux affirmé que les faibles revenus des pêcheurs dans certains secteurs constituaient un problème général, et ils ont dit être particulièrement préoccupés par le programme d'assurance-chômage des pêcheurs, surtout lorsque les habitudes de pêche étaient modifiées pour maximiser les prestations d'assurance-chômage.

Les deux études ont recommandé que le programme d'assurance-chômage des pêcheurs soit remplacé par des mécanismes qui répondraient mieux aux besoins de l'industrie. Le Groupe de travail a recommandé la mise sur pied d'un programme de stabilisation du revenu brut "qui aplanirait les hauts et les bas dans les revenus bruts des particuliers sur une période ininterrompue de cinq ans" et qui serait financé par les pêcheurs et le gouvernement fédéral. Des changements ont été apportés en vue de redéfinir la "saison de pêche", d'instituer la nouvelle disposition des "dix meilleures semaines" et d'assujettir l'admissibilité aux prestations à un minimum de six semaines de pêche.

La Commission royale a appuyé le programme de stabilisation du revenu brut recommandé par le Groupe de travail, mais elle a proposé que les revenus de pêche insuffisants fassent l'objet d'un programme universel de sécurité de revenu qui s'appliquerait à tous les canadiens à faible revenu.

Le gouvernement du Canada s'est engagé à entreprendre, dans un premier temps, un examen détaillé des mécanismes qui pourraient remplacer le programme d'assurance-chômage des pêcheurs. D'ici six mois, les ministres des Pêches et Océans et de l'Emploi et de l'Immigration rédigeront un rapport qui constituera la base des discussions avec les gouvernements provinciaux et l'industrie des pêches.





---

## Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia  
November 28-29, 1985

## Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse  
les 28 et 29 novembre 1985

---

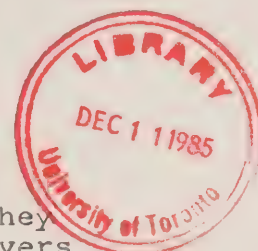
### CANADA'S FISHING INDUSTRY

The fisheries are the mainstay of hundreds of communities on both the Atlantic and Pacific coasts. They are also important for communities on many lakes and rivers throughout the country.

Canada has some of the world's richest fishing grounds. We are also the world's largest exporter of fish products. However, some adjustments are needed to ensure that economic benefits from Canada's fisheries continue to grow. The Atlantic industry needs to improve its cost and quality competitiveness and to be more responsive to market demand. On the Pacific coast, continued salmonid enhancement and a reduction in fleet size would improve the sector's viability.

Achieving these adjustments poses a challenge to the fishing industry, but to the extent that progress is made, tangible benefits will follow. For example, if quality and consistency of Canadian fish exports were further improved, the industry could gain access to higher-priced markets and enhance its profitability.

Resource management strategies must be tailored to the wide ecological and economic diversity of fisheries across Canada. Each fishery presents unique challenges and opportunities, whether with respect to the resource base, the technology used in harvesting, the distribution and operation of processing plants, the structure of markets or the strength of consumer demand. Competition for resources and complex social and community considerations are additional factors bearing on the management of most fisheries.



To achieve the full potential of Canada's rich and varied fisheries resources, cooperation is needed between the federal and provincial governments and also between governments and those who harvest, process and market the resource. This cooperation is an important element in developing a public policy environment that enables Canadians to meet the challenge of ensuring a healthy, prosperous fishing industry with stable incomes and secure employment.



FACTSHEET ON THE FISHERIES IN 1984

LANDINGS

| <u>Atlantic</u>   | <u>Value</u><br>(\$ million) |
|---|------------------------------|
| ° Groundfish: 717,900 tonnes<br>Main species: cod, flatfishes,<br>redfish, haddock      | 260.                         |
| ° Shellfish: 125,710 tonnes<br>Main species: lobster, scallops, crab                    | 276.                         |
| ° Other Finfish: 190,250 tonnes<br>Main species: herring, capelin                       | 41.                          |
| <u>Pacific</u>  |                              |
| ° Groundfish: 64,500 tonnes<br>Main species: redfish, halibut                           | 33.                          |
| ° Shellfish: 12,755 tonnes<br>Main species: clams, crab, shrimp                         | 16.                          |
| ° Other Finfish: 88,695 tonnes<br>Main species: salmon, herring                         | 186.                         |
| <u>Inland</u>   |                              |
| ° All Fish: 46,400 tonnes<br>Main species: whitefish,<br>yellow pickerel, northern pike | 48.                          |
| Total landings  | <u>\$860.</u>                |

PRODUCTION

|                  |                |                |
|------------------|----------------|----------------|
| ° Atlantic:      | 484,500 tonnes | \$1300.        |
| ° Pacific:       | 120,940 tonnes | 500.           |
| ° Inland:        | 35,000 tonnes  | <u>100.</u>    |
| Total production |                | <u>\$1900.</u> |

## TRADE

- ° Exports: 511,024 tonnes valued at \$1600M
- ° Change over 1983: + 3% (volume)
- ° Main Markets: USA (59%), EEC (13%), Japan (10%), Europe (8%), Other 10%
- ° Imports: 134,853 tonnes valued at \$490 M
- ° Change over 1983: + 13%
- ° Main Source: USA (60%)

## EMPLOYMENT

- . Number of establishments and employees in fish processing, and number of registered full-time and part-time fishermen, by province.

|                       | <u>No. of Estab-<br/>lishments<sup>1</sup></u> | <u>No. of<br/>Employees<sup>2</sup></u> | <u>No. of<br/>Fishermen<sup>3</sup></u> |
|-----------------------|--|---|---|
| Newfoundland          | 104  | 7,900                                   | 27,618                                  |
| Nova Scotia           | 92   | 5,800                                   | 13,253                                  |
| New Brunswick         | 71   | 4,100                                   | 6,672                                   |
| Prince Edward Island  | 18   | xx                                      | 3,402                                   |
| Quebec                | 40   | 1,000                                   | 8,207                                   |
| Ontario               | 13   | xx                                      | 1,981                                   |
| Manitoba              | 2  | xx                                      |   |
| Saskatchewan          | 1  | xx                                      | 5,392                                   |
| Alberta               | -  | xx                                      |   |
| Northwest Territories | 2  | xx                                      |   |
| British Columbia      | 49   | 2,900                                   | 16,770                                  |
| Total                 | 394  | 23,600                                  | 82,295                                  |

<sup>1</sup> Statistics Canada, Fish Products Industry, Cat. No. 32-216

<sup>2</sup> Based on Statistics Canada, Employment, Earnings and Hours, Cat. No. 72-002

<sup>3</sup> Preliminary

xx Included in total.





---

## Annual Conference of First Ministers

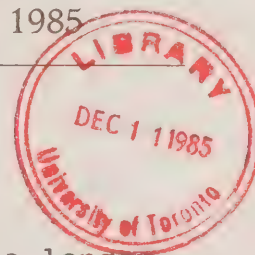
Halifax, Nova Scotia  
November 28-29, 1985

## Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse  
les 28 et 29 novembre 1985

---

### CANADA'S OCEAN SOVEREIGNTY



Canada is bordered by three oceans and has a longer coastline than any other nation. In 1977, when Canada established a 200-mile fishing zone, the area over which we exercise jurisdiction offshore grew to one-third that of our land mass. It is on the oceans that some of the greatest challenges arise in establishing and maintaining Canadian sovereignty.

Canada's sovereign rights in the 200-mile fishing zone have been accepted by all major foreign nations and established beyond dispute under international law. However, there is, and will continue to be, a pressing requirement for surveillance and enforcement efforts to protect fisheries and other ocean resources and to assert our sovereign rights.

The surveillance and enforcement capability of the Department of Fisheries and Oceans addresses this requirement. It comes into play when other countries do not accept conservation measures with respect to fish stocks overlapping the 200-mile limit; when foreign vessels enter our zone and fish illegally; and in boundary-disputed areas. In 1984, departmental surveillance-patrol vessels carried out 488 inspections of foreign fishing vessels in Atlantic coastal waters. This resulted in the detection of 40 fisheries violations in Canada's 200-mile fishing zone and 19 in waters beyond Canada's jurisdiction.

The demands of some nations for increased allocations from transboundary stocks in the northwest Atlantic have the potential to create further incidents involving violations of Canadian sovereign rights over resources within our 200-mile zone. At the recent meeting of the Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO), an international forum for dealing with fisheries issues, the



European Economic Community, Spain and Portugal gave notice that they will not be bound by NAFO conservation and enforcement measures regarding overlapping stocks. In the circumstances, it is reasonable to expect that increased over-fishing in NAFO areas and incursions into Canadian waters for illegal fishing may occur.

Canada intends to maintain a firm conservation approach with respect to stocks overlapping the 200-mile zone. We will take necessary steps unilaterally and in bilateral and multilateral forums to protect these resources, which are crucial to the Atlantic economy. Canada has both the capacity and the intention to detect and arrest foreign vessels fishing in Canadian waters without Canadian licences.

Sovereignty over the oceans is maintained not only by surveillance and enforcement activities, but also by development of a comprehensive body of scientific knowledge. Scientific research is an essential element in establishing our sovereignty, particularly in situations involving third-party judgments. For example, in 1984 hearings before the International Court of Justice concerning the Gulf of Maine, oceanographic, hydrographic and marine research provided evidence critical in demonstrating Canada's continued occupation of the territory in question.

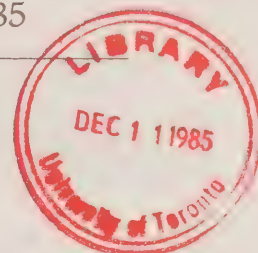


# Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia  
November 28-29, 1985

# Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse  
les 28 et 29 novembre 1985



## CANADA'S RECREATIONAL FISHERIES

A survey made in 1980 showed that five million Canadians of all ages take part in recreational fishing. That's one in every five Canadians. Another one million foreign visitors come to Canada to fish. These six million anglers catch and consume over 45 thousand tonnes of fish. This is eight per cent of Canada's total finfish catch, including that taken by our commercial fisheries.

Canada attracts more visiting tourist anglers than any other nation in the world. Tourist and resident anglers spend large sums of money in pursuing their pastime.

The waters off our Atlantic coast offer a wealth of recreational fishing opportunities. Anglers fish here mainly for salmon and the famous bluefin tuna. To a lesser extent, they fish for mackerel and pollock, and jig for cod.

On the Pacific coast, anglers fish for chinook, coho and pink salmon and for steelhead, a sea-going rainbow trout. They also catch some halibut and other finfish.

Important as Canada's ocean sportfisheries are, 90 per cent of sportfishing takes place in fresh water. That's because Canada has nearly one quarter of the world's area of fresh water, and because our major centres of population are concentrated inland.

Anglers pursue about 50 species of freshwater fish. They most often catch trout, walleye, pike, bass, smelt and perch.





All of this recreational fishing adds up to a lot of economic activity. The 1980 Survey of Sportfishing found that anglers spent \$1.7 billion on goods and services related directly to sportfishing.

They spent about \$1 billion of this total on food, lodging, travel, boat operations and fishing supplies. They invested \$650 million in boats, motors and cottages, bought principally because of fishing. The one million foreign anglers spent about \$300 million in Canada - nine per cent of Canada's foreign exchange revenues from tourism.

When we look at this spending by province, Ontario accounted for \$709 million in 1980. This was almost half of the economic activity in Canada that comes from sportfishing. British Columbia was next at \$408 million. Quebec followed at \$236 million. In non-tidal waters, the proprietary right to fish (that is, the right to decide who can fish under what terms) belongs to the owners of the body of water in which fish are located. Consequently, provinces license anglers to fish in their waters. At the same time, the federal government retains responsibility for management, conservation and control of the fisheries.

In Newfoundland, the three Maritime provinces and the two territories, inland fisheries are administered by the Department of Fisheries and Oceans. Elsewhere, however, starting with Quebec in the east and extending through to British Columbia, the administration of federal laws has been delegated, in whole or in part, to provinces. In those provinces, fisheries regulations, though federally enacted, are based on recommendations by provincial authorities.

The federal and provincial governments also administer a variety of separate and joint programs to conserve and restore the recreational fisheries, and to enhance economic and social benefits from these fisheries.

Some examples of federal or joint programs are worth noting. The Survey of Sportfishing in Canada is undertaken by the Department of Fisheries and Oceans, in cooperation with provinces. Surveys were carried out in 1975 and 1980. A third is underway now, involving for the first time all provinces and territories. Another initiative is the Salmonid Enhancement Program, which is implemented in cooperation with the Province of British Columbia. The Department of Fisheries and Oceans also carries out biological research on recreational species including salmon, trout, arctic char, and others.



---

## Annual Conference of First Ministers

Halifax, Nova Scotia  
November 28-29, 1985

## Conférence annuelle des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse  
les 28 et 29 novembre 1985

---

### AQUACULTURE IN CANADA



"Aquaculture" is defined as the cultivation and harvesting of finfish, shellfish and aquatic plants. In many countries dwindling stocks of ocean fisheries, limitations on traditional fishing resources resulting from overfishing and the effects of pollution on natural habitats for fish and shellfish have spurred the rapid growth of aquaculture production.

By comparison, the growth of aquaculture in Canada has been slower. Development is now progressing, however, in all regions - notably with: salmon, trout and oysters in British Columbia; trout in the Prairies, Ontario and Quebec; lobster in Quebec; and, salmon, mussels and oysters on the Atlantic coast.

In recent years, aquaculture has attracted increased interest in Canada because of factors such as:

- ° the demonstrated success of aquaculture in many other countries;
- ° a strong and increasing demand in Canadian and export markets for an assured supply of quality fresh fish and seafoods;



- ° opportunities in Canada for the replacement of aquaculture imports (e.g. Norwegian salmon, Idaho trout);
- ° the employment and income which aquaculture generates, particularly in small coastal communities - as well as in a number of inland communities;
- ° new developments in R&D, fish health and feed supply which have demonstrated the viability of aquaculture of certain species; and
- ° growing interest in pay-angling aquaculture of freshwater fish near metropolitan centres.

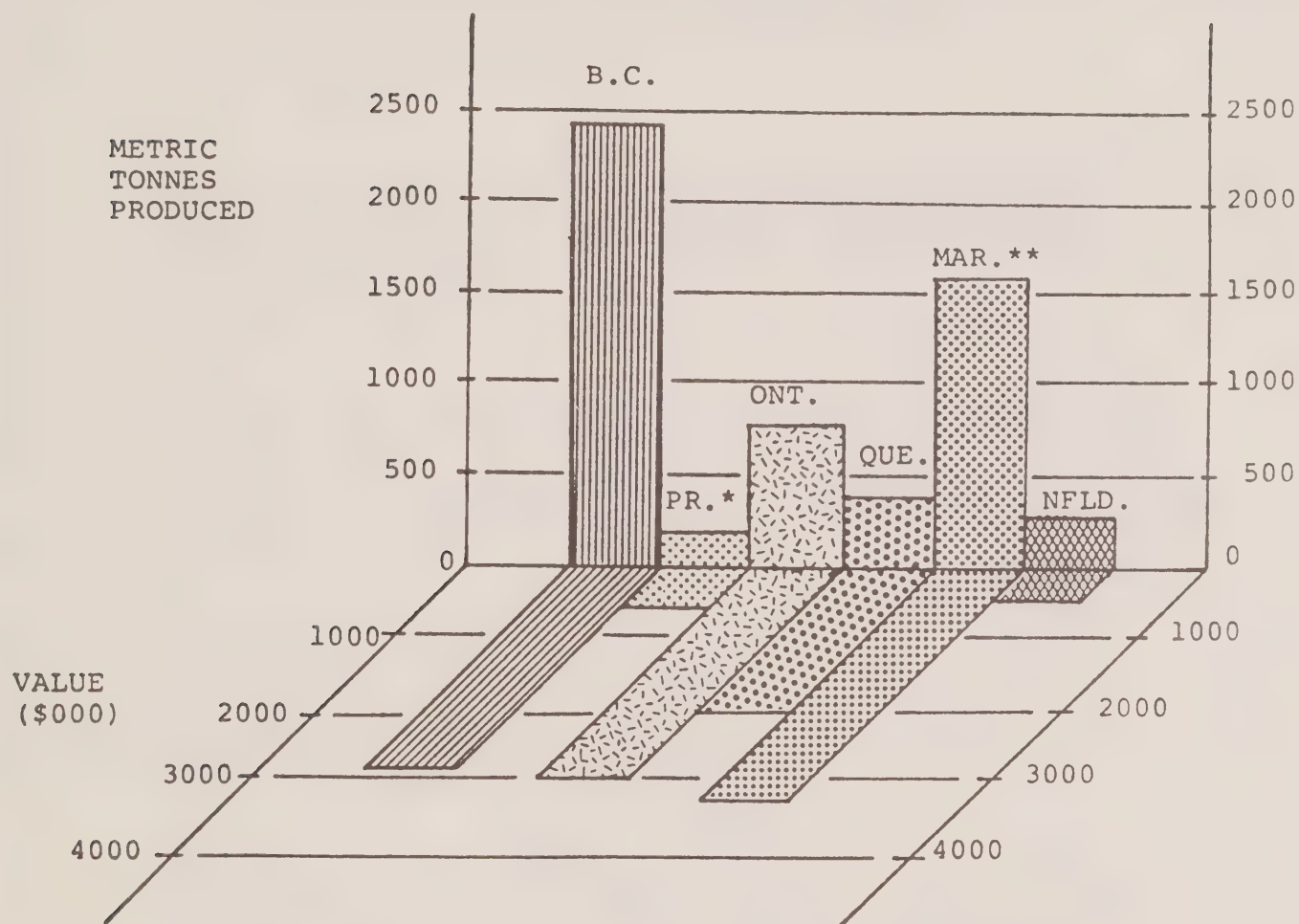
There are now about 1,000 licensed commercial aquaculture operations in Canada and about 4,000 private (hobby) fish culturists, located primarily in the Prairie provinces. Figure 1 provides a regional breakdown of commercial aquaculture output in 1983. As the figure shows, the three Maritime Provinces accounted for about 30 per cent of the value of output, followed by Ontario and British Columbia - each with about 24 per cent. Figure 2 shows aquaculture's small share of total fisheries output in 1983. By 1984, commercial aquaculture production had grown to over 6,000 tonnes, with a value of approximately \$15 million.

At the present time, the Department of Fisheries and Oceans is discussing proposals with all provinces aimed at supporting further development of the aquaculture industry.



FIGURE 1

AQUACULTURE PRODUCTION AND VALUE (1983)



\* Pr. represents the Prairie provinces of Manitoba, Saskatchewan and Alberta.

\*\* Mar. represents the Maritime provinces of Nova Scotia, New Brunswick, and Prince Edward Island.

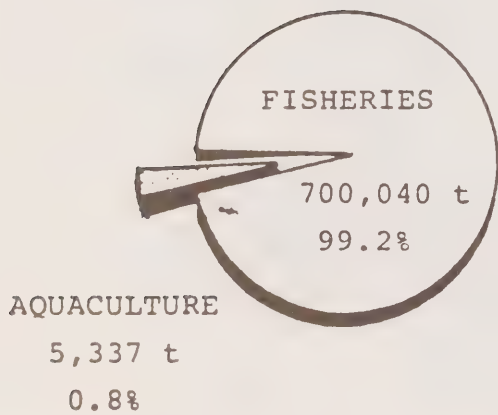
FIGURE 2

A COMPARISON BETWEEN CANADIAN AQUACULTURE AND

THE TOTAL CANADIAN FISHERIES PRODUCTION (1983)

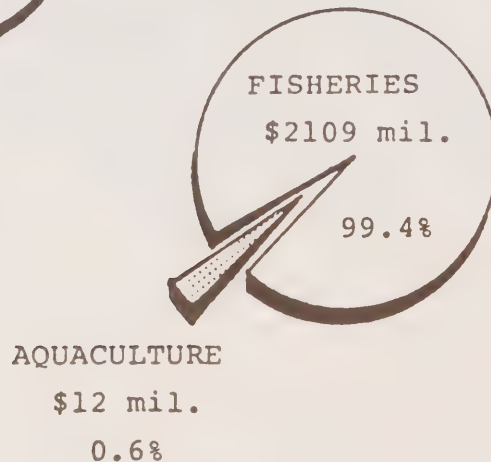
PRODUCTION

- at product weight
- all species



VALUE

- of production
- all species



CONSUMPTION

- all species
- domestic production
- at product weight





---

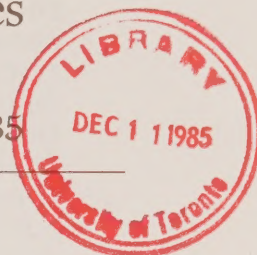
Annual Conference  
of First Ministers

Halifax, Nova Scotia  
November 28-29, 1985

Conférence annuelle  
des premiers ministres

Halifax, Nouvelle-Écosse  
les 28 et 29 novembre 1985

---



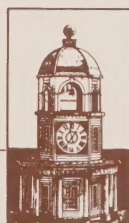
INSTABILITY IN FISHERMEN'S INCOMES

Income instability makes financial and investment planning difficult in any industry. In the fishery the problem arises often, owing to natural fluctuations in resource availability. The volumes of fish available for harvest depend on the size and behaviour of the stocks.

The Department of Fisheries and Oceans manages fish stocks by setting catch limits and restricting the use of various gear types. This does not, however, guarantee fishermen a stable yearly supply of fish to harvest in their traditional fishing grounds, since migration patterns cannot be controlled.

The fishermen's Unemployment Insurance (UI) program acts as a safety net for fishermen, whose incomes might otherwise be drastically affected by factors outside their control. However, because fishermen's income-earning opportunities often vary greatly from year to year, the UI program may not adequately address their needs.

Despite large and growing federal expenditures on fishermen's UI, the program sometimes fails to target assistance to those who need it most. As an insurance program, it can present difficulties when low-income fishermen are excluded from coverage for reasons beyond their control.





Particular problems arise when seasons are shorter than the six fishing weeks required to qualify under the seasonal fishermen's program which covers about 90% of fishermen claimants. Seasons may be short due to factors beyond a fisherman's control such as weather or ice conditions or because the fish simply "don't show." This is a recurrent problem on both coasts. Sometimes there is pressure to extend the fishing season beyond conservation limits, putting the resource itself at risk.

In recent years both the Task Force on the Atlantic Fisheries and the Royal Commission on the Economic Union and Development Prospects for Canada have commented on fishermen's UI. Both noted the low incomes of fishermen in some areas as a general problem, and cited the fishermen's UI program as a particular area of concern, especially where fishing patterns were adjusted to maximize UI benefits.

Both studies recommended that fishermen's UI be replaced with alternatives which would better address the needs of the industry. The Task Force recommended development of a gross income stabilization program "to smooth out the high and low points in individual gross revenues over a rolling five-year period," to be funded jointly by fishermen and the federal government. Changes have been made to redefine the "fishing season", to institute the new "10 best weeks" provision, and to require at least six weeks of fishing to qualify for benefits.

The Royal Commission concurred with the gross income stabilization approach recommended by the Task Force, but proposed that inadequate fishing incomes be addressed by a Universal Income Security Program which would apply to all low-income Canadians.

The Government of Canada is committed to undertake, as a first step, a detailed review of alternatives to fishermen's UI. Within six months a report will be prepared jointly by the Ministers of Fisheries and Oceans, and Employment and Immigration, to serve as a basis for discussions with provincial governments and the fishing industry.



